

La population mondiale se concentre de plus en plus dans les villes, ou plutôt devrait-on dire dans les agglomérations. En France, ce phénomène est déjà ancien et l'on assiste plutôt depuis un certain temps à un retournement de tendance et à un desserrement de l'habitat, avec dédensification des centres anciens. Ce phénomène de « rurbanisation », c'est-à-dire le développement de l'habitat peu dense en périphérie des grandes agglomérations, ou même de retour à la campagne, est favorisé par l'offre de transports et génère une forte augmentation des distances moyennes parcourues chaque jour entre le domicile et le lieu de travail. Certains travaux semblent montrer par ailleurs que plus la densité est forte, moins les consommations d'énergie par unité monétaire de revenu sont élevées. Il en va de même corrélativement pour les émissions de gaz polluants tels que le dioxyde de carbone.

Les études et réflexions portant sur le lien entre énergie et urbanisme, ainsi que sur les outils permettant d'assurer une maîtrise de la croissance des dépenses énergétiques en milieu urbain, ont pris leur essor au milieu des années 1970 en suite au premier choc pétrolier. Des rapports ont été demandés et réalisés, quelques expériences ont été menées.

Mais, en dehors de quelques municipalités pionnières, ces démarches ont ensuite subi un relatif déclin corrélatif de la baisse des coûts de l'énergie. Les préoccupations directement opérationnelles ont guidé les choix énergétiques sans la plupart du temps intégrer une alternative maîtrise de l'énergie aux prévisions d'évolution de la demande et aux choix urbains de manière générale.

Depuis le début des années 1990, la perspective de maîtrise énergétique fait cependant l'objet d'un regain d'intérêt grâce à l'apparition du concept de développement durable et à la médiatisation de plus en plus forte des questions relatives à l'environnement.

La Commission européenne elle-même se préoccupe de ces questions, puisque la Direction générale de l'Énergie (DGXVII) a lancé en 1994 un plan d'action régional, « énergie et environnement urbain dans les pays du bassin méditerranéen » visant à promouvoir des actions de coopération décentralisée dans le domaine de l'efficacité énergétique et de l'environnement en milieu urbain.

Cette nouvelle prise de conscience intervient donc après un « relâchement » de près de 10 ans des efforts consacrés à la maîtrise de l'énergie, conformément aux préoccupations exprimées dès la fin des années 70 par certains futurologues, scientifiques, urbanistes, aménageurs et architectes qui dénonçaient déjà « *l'inadéquation des formes urbaines, des pratiques spatiales et des principes d'urbanisme hérités d'une période d'abondance énergétique* ». ¹

Les autorités locales étant désormais reconnues comme des partenaires importants dans la problématique de l'aménagement du territoire, il est donc légitime de chercher à développer leur implication dans les processus de maîtrise de la croissance des dépenses énergétiques. Leur motivation devrait logiquement être renforcée par la prise en considération de l'importance des conséquences de leurs choix dans ce domaine en termes d'environnement et de qualité de vie.

¹ Lanfranco V., « *Energie et Urbanisme* », Paris, Ministère de l'Urbanisme et du Logement, direction de l'urbanisme et des paysages, janvier 1982, p15.

Sur cette base, il s'agit en particulier d'adapter les outils actuels de planification et de réglementation de l'urbanisme afin qu'ils intègrent la dimension maîtrise de l'énergie : schémas directeurs, plans d'occupation des sols, zonages, plans de déplacements urbains...et aussi d'agir sur les comportements, permettant ainsi aux consommateurs de disposer des services énergétiques qu'ils attendent dans le système le plus efficace possible .

En effet, c'est le fonctionnement des éléments constitutifs de la ville (habitat, activités, services, déplacements, transports...) et de leurs interactions, qui génère la part la plus importante des consommations d'énergie et se trouve à l'origine des principales pollutions en milieu urbain.

Mais de nombreuses questions méritent encore de trouver leurs réponses.

- Sur le plan des constats : qu'en est-il vraiment de la connaissance des relations qui existent entre organisation de l'espace et formes urbaines d'une part, consommations énergétiques d'autre part, comment définir et établir un bilan énergétique d'agglomération, quels facteurs prendre en compte, quels instruments de mesure.. ?
- Sur le plan des moyens d'action destinés à modérer voire réduire la croissance des dépenses énergétiques et donc leurs conséquences environnementales, économiques et sociales : quelles mesures d'ordre réglementaire ou médiatiques, quels moyens d'agir sur les comportements, quels outils pour évaluer leur impact à court et moyen terme, quelles méthodes d'arbitrage .. ?

L'atelier se propose d'aborder un certain nombre de ces questions aussi bien au niveau des instruments de la politique d'urbanisme et d'aménagement qu'à ceux des règles de construction et des outils d'observation et de mesure.